



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Europe centrale et balte

Une publication du SER de Varsovie, avec la participation des SE de la zone
Avril 2026

Faits saillants :

- **Pologne** : S&P maintient la note A- malgré les risques budgétaires ;
- **Hongrie** : objectif d'adoption de l'euro d'ici 2030 ;
- **Tchéquie** : taux directeur maintenu à 3,5 % malgré l'inflation ;
- **Slovaquie** : croissance revue à 0,5 % en 2026 ;
- **Estonie** : dette publique à 24,1 % du PIB fin 2025 ;
- **Lettonie** : une croissance 2026 entre 0,7 % et 2,6 % selon les scénarii ;
- **Lituanie** : retrait massif des fonds du 2e pilier retraite.

LE CHIFFRE A RETENIR
43,7 Mds EUR
de prêts alloués à la Pologne
dans le programme SAFE

Dossier du mois :

Europe centrale – La sidérurgie face au défi de la transition énergétique

Malgré leur poids historique dans la sidérurgie européenne et leur fort niveau d'industrialisation, les pays du groupe de Visegrad connaissent une baisse continue de leur production d'acier, dans le prolongement de la tendance européenne. Celle-ci s'inscrit dans un contexte où l'acier reste un intrant stratégique pour leurs industries et se traduit par une hausse des importations pour compenser le recul de la production locale.

Cette dynamique reflète le déplacement du centre de gravité mondial de la sidérurgie vers l'Asie et le Moyen-Orient, ainsi que les difficultés propres à la transition énergétique du secteur en Europe centrale. Les trajectoires nationales diffèrent toutefois : la Pologne modernise progressivement son appareil productif, la Slovaquie conserve une base relativement solide mais à adapter aux politiques climatiques européennes, la Hongrie a vu son industrie s'éroder fortement, et la Tchéquie connaît un recul accéléré. Au-delà de ces spécificités, l'ensemble de la région illustre le rôle déterminant des coûts énergétiques et des choix de transition dans la compétitivité et la capacité de l'Union européenne à maintenir une production sidérurgique autonome.

Pologne

S&P maintient la note A-, mais s'inquiète de la trajectoire budgétaire

S&P a confirmé la note A- de la Pologne avec une perspective stable, saluant une croissance robuste (3,3 % en 2026, après 3,6 % en 2025). Cependant, l'agence souligne des risques budgétaires : le déficit public devrait atteindre 6,9 % du PIB en 2026 (contre 6,4 % en 2027 et 5,3 % en 2028), et la dette publique 65 % du PIB fin 2026, puis 75 % en 2029. Les élections législatives de 2027 pourraient compliquer la rigueur budgétaire et les réformes institutionnelles.

Pays pionnier du programme SAFE : 43,7 Mds EUR pour moderniser sa défense

La Pologne est le premier pays à signer un accord de prêt avec l'UE dans le cadre du programme SAFE (*Security Action for Europe*), pour un montant de 43,7 Mds EUR. Ce financement servira à moderniser l'armée et l'industrie de l'armement, renforçant le flanc oriental de l'OTAN. L'accord a été signé par les ministres polonais des Finances et de la Défense, ainsi que par les commissaires européens au Budget et à la Défense.

Croissance du PIB à 3,4 % au 1^{er} trimestre 2026

La croissance polonaise a atteint 3,4 % en glissement annuel au T1 2026 (contre 3,2 % au T1 2025), légèrement en dessous du consensus (3,6 %). Le ministre des Finances a souligné la résilience de l'économie polonaise, qui affiche la croissance la plus rapide parmi les grandes économies de l'UE, malgré les chocs externes comme le conflit au Proche-Orient.

Déficit commercial en net repli au 1^{er} trimestre 2026

Le déficit commercial polonais s'est réduit à -0,3 Md EUR (contre -1,4 Md EUR un an plus tôt). Les exportations ont progressé de 2,2 %, tandis que les importations n'ont augmenté que de 0,9 %. L'Allemagne reste le premier partenaire commercial (26,6 % des exportations, 19,3 % des importations), suivie par la Chine (15,8 % des importations, +0,7 point sur un an). La France est le 3e client (6,4 % des exportations) et le 6e fournisseur (3,4 %).

Hongrie

Résultats définitifs des élections législatives de 2026

Le dépouillement intégral des votes confirme la victoire du Parti Tisza, qui obtient 141 sièges, devant le Fidesz-KDNP (52 sièges) et Mi Hazánk (6 sièges). Cette majorité qualifiée permet au Parti Tisza de former un gouvernement solide. L'investiture du Premier ministre a eu lieu lors de la session inaugurale du Parlement, le 9 mai 2026.

Adoption de l'euro d'ici 2030 : le Parti Tisza fixe ses priorités

Le gouvernement du Parti Tisza s'engage à créer, d'ici quatre ans, les conditions nécessaires à l'adoption de l'euro. András Kármán, expert en politique budgétaire du parti, a souligné la nécessité d'évaluer la situation financière du pays et de mener des consultations avant de fixer une date précise. Une coopération renforcée avec la Banque centrale a été actée lors d'une réunion avec le gouverneur Varga.

Bruegel : le Fidesz laisse un héritage économique et institutionnel lourd

Selon l'Institut Bruegel, le nouveau gouvernement hérite d'une situation dégradée après des années de gestion par le Fidesz. Les défis incluent le rétablissement de l'État de droit, la lutte contre la corruption, la réforme des systèmes d'éducation, de santé et de protection sociale, ainsi que la réduction de l'influence russe.

Sur le plan économique, la Hongrie reste sous procédure de déficit excessif, avec des finances publiques détériorées. La dette publique a atteint 74,6 % du PIB en 2025, en hausse pour la

deuxième année consécutive. Le déficit du secteur public s'est établi à 4,7 % du PIB (contre 5,1 % en 2024), selon les critères ESA 2010.

Le programme du Parti Tisza combine hausse des dépenses et baisse des impôts, tout en prévoyant un impôt sur les grandes fortunes et une réorientation de l'économie vers la productivité. Les réformes structurelles devront être mises en œuvre rapidement pour en tirer les bénéfices à long terme.

Recul de la production industrielle en février 2026

Après deux mois de hausse (+1 % en décembre 2025, +1,5 % en janvier 2026), la production industrielle a reculé de 1,8 % en février, confirmant la fragilité de la conjoncture. Certains secteurs, comme la fabrication d'ordinateurs, de produits électroniques et optiques, progressent en glissement annuel, tandis que l'automobile et l'agroalimentaire restent en difficulté. Malgré ce repli, l'année 2026 pourrait marquer une amélioration par rapport à la période 2023–2025, marquée par des baisses de 3 à 5 %.

Tchéquie

Croissance du PIB de 2,1 % au premier trimestre 2026

Selon l'estimation préliminaire de l'Office tchèque des statistiques, le PIB a progressé de 2,1 % en glissement annuel au premier trimestre 2026 (après +2,5 % au T4 2025). Cette croissance est tirée par la consommation des ménages et les investissements, tandis que la demande extérieure a pesé négativement (importations +2,1 % vs exportations +2,0 %). Les services ont crû de 1,9 %, l'industrie de 1,6 % et la construction de 3,4 %.

Inflation à 2,5 % en avril 2026, tirée par l'énergie et les services

L'inflation a atteint 2,5 % en glissement annuel en avril (contre 1,9 % en mars), principalement en raison de la hausse des prix des hydrocarbures (+24,1 %) liée au blocage du détroit d'Ormuz. Les transports (+8,7 %), la restauration (+4 %), l'hôtellerie (+6,4 %) et les loyers (+6,3 %) ont aussi contribué à cette hausse. À l'inverse, les prix de l'électricité (-11,6 %), du gaz (-5,6 %) et de l'alimentation (-1,3 %) ont limité l'inflation. La Banque nationale tchèque (CNB) anticipe une inflation moyenne de 2,2 % en 2026 (contre 1,6 % prévu précédemment) et de 2,4 % en 2027.

Banque nationale tchèque : maintien des taux et révision à la baisse des prévisions de croissance

Le 7 mai 2026, la CNB a maintenu son taux directeur à 3,5 %, invoquant des pressions inflationnistes persistantes (hausse des salaires, faible chômage, tensions sur les prix de l'énergie). Elle a revu à la baisse sa prévision de croissance pour 2026, à +2,5 % (contre +2,9 % initialement), et à la hausse son estimation d'inflation, à +2,2 % (contre +1,6 %).

Crise énergétique : prolongation des mesures du gouvernement tchèque

Le 27 avril 2026, le gouvernement a prolongé jusqu'à fin mai les mesures de soutien aux carburants :

- Plafond de la marge des stations-service porté à 3 CZK/litre (contre 2,5 CZK) ;
- Maintien de la réduction de la taxe d'accise sur le diesel (1,939 CZK/litre) ;
- Publication quotidienne des prix maximums, calculés sur la base des prix de gros et des prix spot des trois derniers jours.

Slovaquie

Banque centrale slovaque : révision des prévisions 2026–2028

La Banque centrale a revu à la baisse ses prévisions pour 2026, avec une croissance attendue de 0,5 % (contre 0,6 % précédemment), tirée par la demande extérieure (exportations +1,4 %). La consommation des ménages devrait reculer de 0,4 %, et les investissements de 0,7 %, en raison de la faible croissance, de l'incertitude géopolitique et de la hausse des taux d'intérêt. Le chômage devrait atteindre 6 % (contre 5,4 % en 2025), et l'inflation 3,9 %, dopée par la hausse des matières premières énergétiques. Dans un scénario pessimiste, le PIB pourrait se contracter de 0,3 % et l'inflation atteindre 5,4 %.

Pour 2027–2028, la Banque centrale anticipe une reprise progressive, avec une croissance de 2 % en 2027 et 2,6 % en 2028, portée par les exportations (+4,1 % et +4,3 %) et la reprise de la consommation des ménages (+1,2 % par an). Les investissements devraient rester en recul en 2027 (-2,5 %) avant de rebondir en 2028 (+3,1 %). Le chômage augmenterait légèrement (6,4 % en 2027, 6,3 % en 2028), tandis que les salaires réels progresseraient (+1,3 % et +1,6 %). L'inflation devrait s'établir à 2,5 % en 2027 et 2,9 % en 2028. Un scénario pessimiste table sur une croissance de 1,2 % en 2027 et une inflation à 6,3 %.

Émission d'obligations d'État pour les particuliers en 2026

Les autorités slovaques ont renouvelé en 2026 l'émission d'obligations d'État destinées aux citoyens, avec deux produits : « Investor II » (échéance 2 ans, taux garanti de 2,7 %) ; « Patriot II » (4 ans, 3 %). L'État a levé 417 M EUR (objectif initial : 400 M EUR), auprès de 22 100 investisseurs (placement moyen : 17 800 EUR, médian : 8 600 EUR). Au 1^{er} trimestre 2026, le total des obligations émises par l'État s'élève à 4,4 Mds EUR, dont 417 M EUR auprès des particuliers.

Profitabilité bancaire en léger recul en 2025

En 2025, les banques slovaques ont enregistré un profit de 1,9 Md EUR (contre 1,1 Md EUR en 2024). La baisse de la rémunération des dépôts des entreprises et la réduction du prélèvement sur les banques (« bank levy ») ont soutenu la profitabilité, tandis que la hausse des coûts des crédits hypothécaires (liée à la suppression d'une aide publique) et l'augmentation des provisions en banque de détail l'ont freinée. La Banque centrale souligne que la résilience financière du secteur reste solide.

Estonie

Bilan de déficit et dette publics en 2025

En 2025, les recettes publiques ont progressé de 8,8 %, dépassant la hausse des dépenses (+7,4 %). Malgré cela, le déficit budgétaire s'est établi à 490,5 M EUR (1,2 % du PIB), et la dette publique a atteint un record de 10 Mds EUR (24,1 % du PIB), en hausse de 675,8 M EUR sur un an. La croissance des dépenses est principalement due à l'augmentation des prestations sociales (+230 M EUR, dont +183 M EUR pour les retraites) et des investissements publics (+306 M EUR, notamment dans les infrastructures et la défense). La hausse des recettes s'explique par la progression des salaires (+5,1 %), l'ajustement des taux d'imposition et l'augmentation du taux de TVA à 24 % en 2025.

Les Estoniens épargnent moins que leurs voisins baltes

Selon une enquête de la banque SEB, les Estoniens disposent des réserves financières les plus faibles des pays baltes. En 2026, le dépôt moyen par ménage estonien s'élève à 1 615 EUR (+31 % sur un an), contre 3 155 EUR en Lettonie et 7 160 EUR en Lituanie. Seuls 20 % des Estoniens disposent d'une épargne couvrant plus de six mois de dépenses, contre plus d'un tiers des Lituaniens. Cette vulnérabilité financière s'explique par une consommation courante élevée et des inégalités marquées.

Hausse du salaire minimum à 946 EUR au 1^{er} avril 2026

Le salaire minimum estonien a augmenté de 60 EUR, passant à 946 EUR brut mensuel (5,67 EUR/heure), suite à un accord collectif signé le 17 février 2026 entre syndicats et employeurs. Cette hausse s'inscrit dans l'objectif gouvernemental d'atteindre un salaire minimum équivalent à 50 % du salaire moyen national (1 048 EUR sur un salaire moyen de 2 095 EUR en 2025). En 2025, 15 000 salariés à temps plein percevaient le salaire minimum, soit 3,2 % des travailleurs. Cette mesure devrait générer 9,7 M EUR de recettes fiscales supplémentaires en 2026.

L'Estonie suspend la transposition de la directive sur la transparence salariale

Le gouvernement estonien a décidé de suspendre la transposition de la directive européenne sur la transparence salariale, qui devait être intégrée d'ici le 7 juin 2026. Cette directive impose notamment aux employeurs de communiquer la fourchette salariale avant le premier entretien et interdit de demander le salaire actuel du candidat. Le ministre de l'Économie, Erkki Keldo, justifie cette suspension par la volonté de préserver la compétitivité des entreprises, malgré un écart de rémunération hommes-femmes de 13,2 % à 18,8 % selon les sources. Cette décision expose l'Estonie à une amende de la Commission européenne.

Lancement d'un programme de soutien aux investissements stratégiques

Le gouvernement a validé un dispositif de soutien financier doté de 160 M EUR pour 2025–2028, visant à attirer des investissements stratégiques à haute valeur ajoutée. Les projets éligibles devront atteindre un seuil minimal de 100 M EUR, être orientés vers l'exportation et garantir la création d'emplois qualifiés. Le programme prévoit de financer environ deux projets par an, avec pour objectif huit investissements majeurs d'ici 2028. Chaque projet retenu devra générer au moins 30 emplois directs et 70 emplois indirects, tout en contribuant significativement aux recettes fiscales.

Lettonie

Ministère des Finances : un scénario pessimiste pour 2026–2027

Dans son scénario de base, le ministère des Finances table sur une croissance de 2,6 % en 2026 et une inflation de 2,9 %, puis une stabilisation progressive de l'inflation autour de 2,3 %. Cependant, en raison des incertitudes géopolitiques, le scénario pessimiste est considéré comme particulièrement plausible : la croissance ralentirait fortement (0,7 % en 2026 et 0,8 % en 2027), tandis que l'inflation atteindrait 3,2 % en 2026. Ce scénario repose sur une possible hausse des prix de l'énergie en Europe et une inflation alimentaire persistante, ce qui entraînerait une baisse des recettes publiques et une détérioration du solde budgétaire.

Flambée des prix des carburants : l'inflation atteint 3,4 % en mars 2026

En mars 2026, l'indice des prix à la consommation a progressé de 3,4 % en glissement annuel (+1,9 % par rapport à février). Cette hausse est principalement due à l'envolée des prix des carburants : le gazole a atteint 1,886 EUR/litre (+25,4 % sur un mois) et l'essence 95 1,667 EUR/litre (+11,4 %). Les carburants, qui représentent 4,1 % du panier de consommation des ménages, ont contribué à hauteur de 0,8 point de pourcentage à l'inflation de mars.

Aussi, le gouvernement letton soutient la mise en place d'une taxe temporaire sur les surprofits des distributeurs de carburant. Le projet de loi prévoit une obligation de paiement solidaire si le prix de détail dépasse de plus de 3 % le prix indicatif calculé selon une formule spécifique. Le texte devrait être examiné par le Parlement et entrer en vigueur d'ici fin 2026.

Soutien public renforcé à l'économie via Altum

En 2025, la société publique de développement Altum a accru son encours de financement à 1,5 Md EUR (+21,6 %), avec un volume record de nouvelles opérations dépassant 500 M EUR.

Cette expansion reflète la volonté des autorités de soutenir l'investissement et l'emploi, dans un contexte de ralentissement économique et de tensions géopolitiques. L'impact économique estimé de ces financements s'élève à 1,4 Md EUR, soit environ 2,5 % du PIB letton.

Exportations en recul en raison des tensions géopolitiques

En février 2026, les exportations lettones vers l'UE ont progressé de 1,8 %, mais celles vers les pays tiers ont chuté de 25,9 %. Les importations ont augmenté de 7,5 % sur un an, portées par les produits minéraux, les équipements électriques et les produits pharmaceutiques. Sur les deux premiers mois de l'année, les exportations ont reculé de 5,8 % (3,1 Mds EUR) et les importations de 0,7 % (3,6 Mds EUR), reflétant une dégradation des perspectives de reprise.

Lituanie

FMI : révision à la hausse de l'inflation en 2026, croissance stable

Le FMI a révisé à la hausse ses prévisions d'inflation pour la Lituanie, à 4 % en 2026 (contre 3,1 % précédemment), tout en maintenant sa prévision de croissance à 2,9 %. Cette révision s'appuie sur des données collectées jusqu'au 10 mars 2026 et anticipe une stabilisation progressive des prix des hydrocarbures et des matières premières d'ici mi-2026. Le FMI estime que les droits de douane américains resteront stables (13,5 % en moyenne).

Inflation en hausse à 4,4 % en mars 2026

L'inflation annuelle a atteint 4,4 % en mars (contre 3,3 % en février), tirée par la hausse des prix des services de logement-eau-électricité (+6,6 %), des transports (+7,2 %), des loisirs (+6,1 %) et de l'hôtellerie-restauration (+6,2 %). Les prix alimentaires se sont stabilisés (+2,7 %). Les prix industriels ont progressé de 6,5 % en glissement annuel, principalement en raison de la hausse des produits pétroliers raffinés (+40,8 %).

6^e demande de décaissement des fonds PNRR déposée

La Lituanie a déposé sa sixième demande de décaissement des fonds du plan national de relance et de résilience (PNRR), pour un montant de 178 M EUR (153 M EUR nets). Tous les critères préalables ont été remplis, à l'exception de la réforme du réseau de transport interurbain, encore en cours. Depuis le début du plan, la Lituanie a reçu 2,7 Mds EUR. La dernière demande sera déposée en septembre 2026.

Finances publiques solides : DBRS maintient la note A avec perspective stable

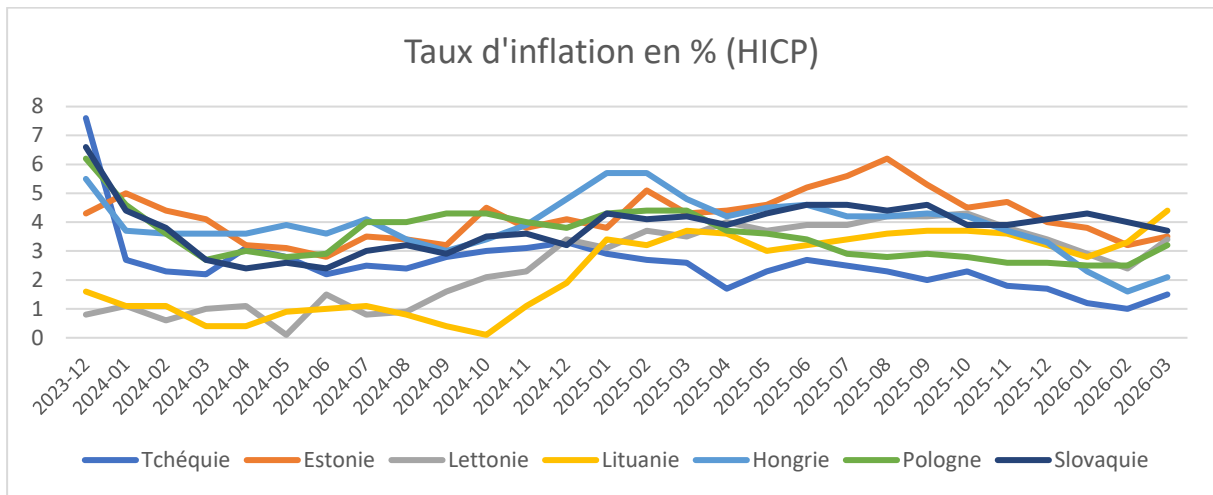
DBRS a confirmé la note A de la Lituanie, avec une perspective stable, saluant des finances publiques équilibrées (dette < 60 % du PIB, déficit à 3 % du PIB en 2026–2028), une croissance robuste (+3,1 % en 2026) et les avantages liés à l'appartenance à l'UE et à la zone euro.

En effet, le déficit public s'est établi à 1,8 % du PIB en 2025 (contre 1,3 % en 2024) et la dette publique à 39,5 % du PIB (contre 38 % en 2024). Les dépenses ont progressé de 11,6 % (secteurs sociaux, santé, défense), tandis que les recettes ont augmenté de 10,2 %.

Réforme des retraites : retrait massif des actifs du 2^e pilier

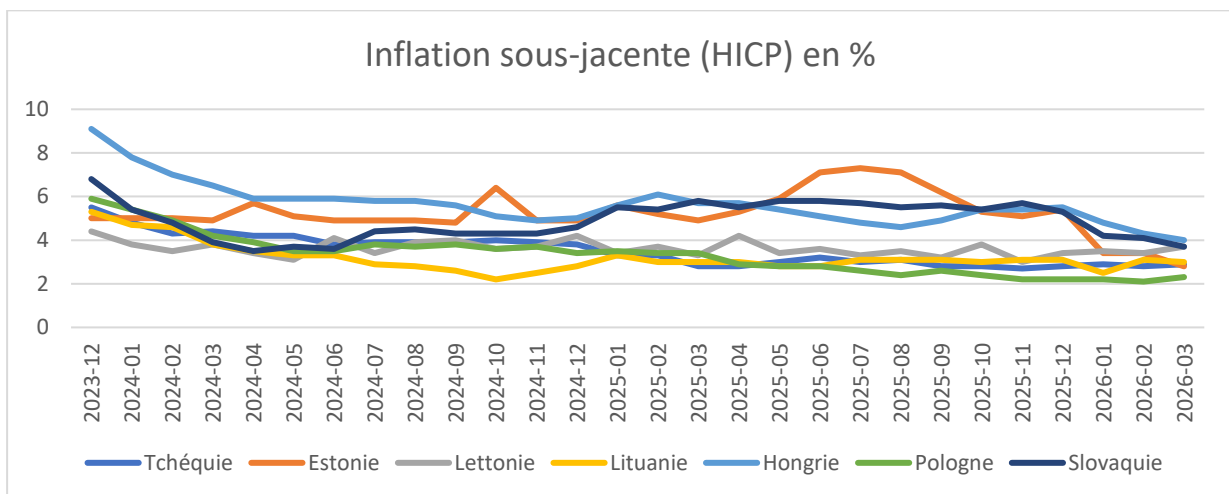
Depuis le 1^{er} janvier 2026, les salariés peuvent retirer leurs actifs du 2^e pilier (régime par capitalisation). Selon l'Association lituanienne des fonds d'investissement et de pension (LIPFA), au premier trimestre 2026, près de 580 000 personnes (40 % des cotisants) ont retiré 2,9 Mds EUR (3,2 % du PIB), principalement des jeunes de 25 à 35 ans.

Indicateurs macroéconomiques



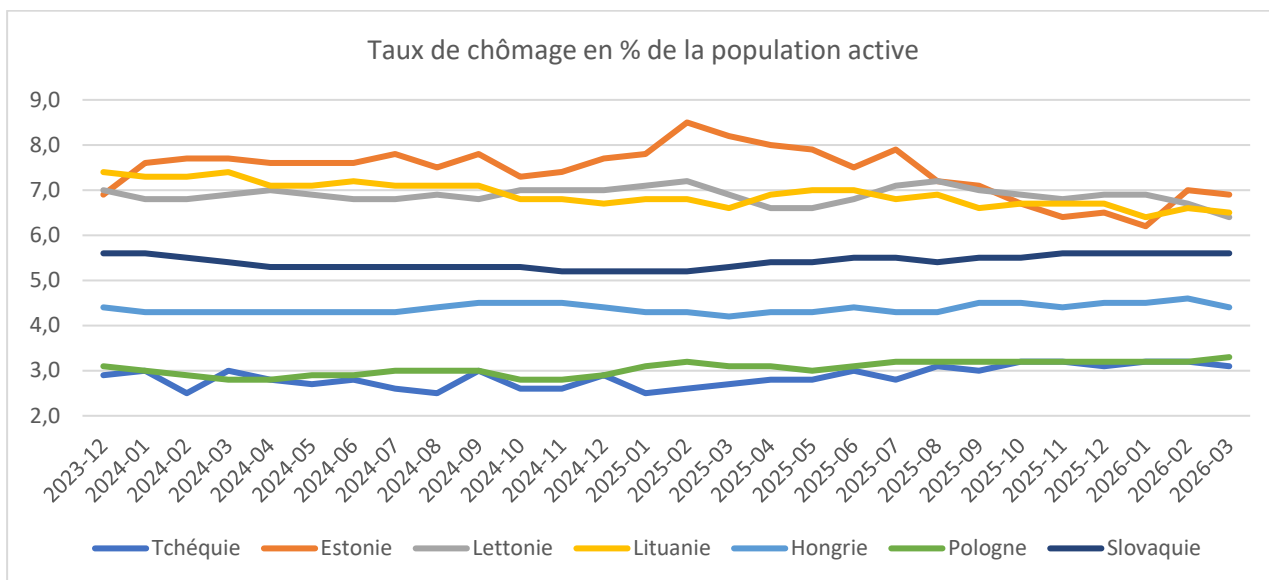
	déc-24	oct-25	nov-25	déc-25	janv-26	févr-26	mars-26
Tchéquie	3,3	2,3	1,8	1,7	1,2	1	1,5
Estonie	4,1	4,5	4,7	4	3,8	3,2	3,5
Lettonie	3,4	4,3	3,8	3,4	2,9	2,4	3,4
Lituanie	1,9	3,7	3,6	3,2	2,8	3,3	4,4
Hongrie	4,8	4,2	3,7	3,3	2,3	1,6	2,1
Pologne	3,8	2,8	2,6	2,6	2,5	2,5	3,2
Slovaquie	3,2	3,9	3,9	4,1	4,3	4	3,7
Ukraine	12,0	10,9	9,3	8	7,4	7,6	7,9

Sources : Eurostat, Centre for Economic Strategy



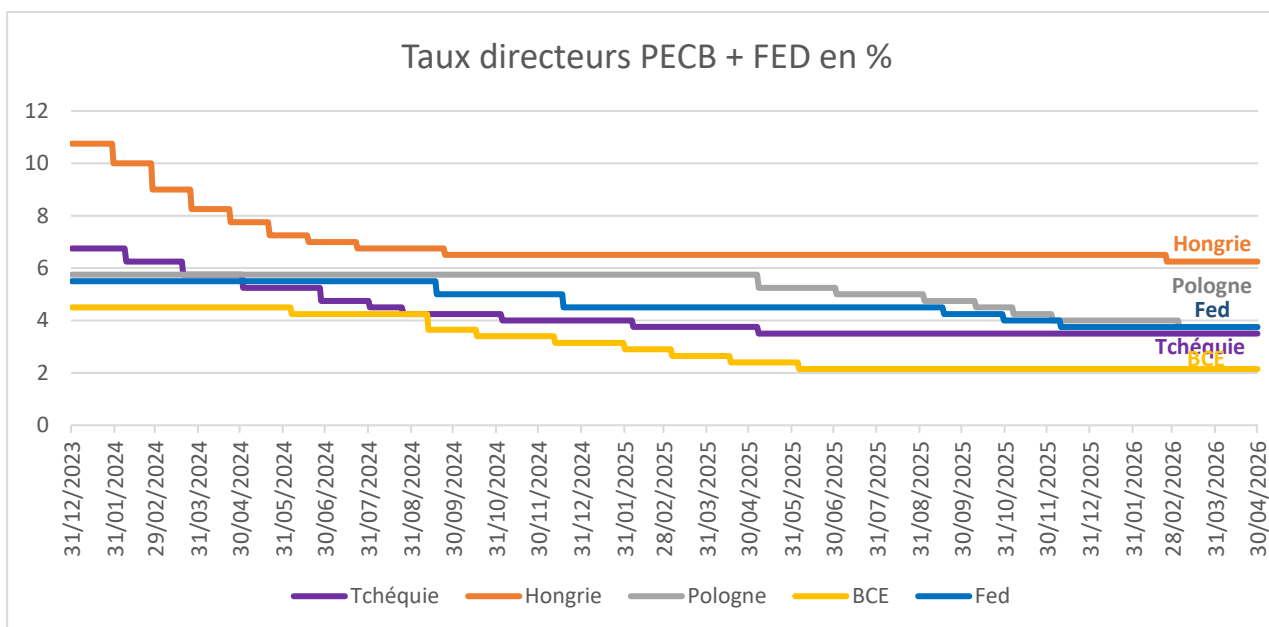
	déc-24	oct-25	nov-25	déc-24	2026-01	2026-02	2026-03
Tchéquie	3,8	2,8	2,7	2,8	2,9	2,8	2,9
Estonie	4,9	5,3	5,1	5,4	3,4	3,4	2,8
Lettonie	4,2	3,8	3	3,4	3,5	3,4	3,7
Lituanie	2,8	3	3,1	3,1	2,5	3,1	3
Hongrie	5	5,4	5,4	5,5	4,8	4,3	4
Pologne	3,4	2,4	2,2	2,2	2,2	2,1	2,3
Slovaquie	4,6	5,4	5,7	5,3	4,2	4,1	3,7

Source : Eurostat (données Ukraine indisponibles)



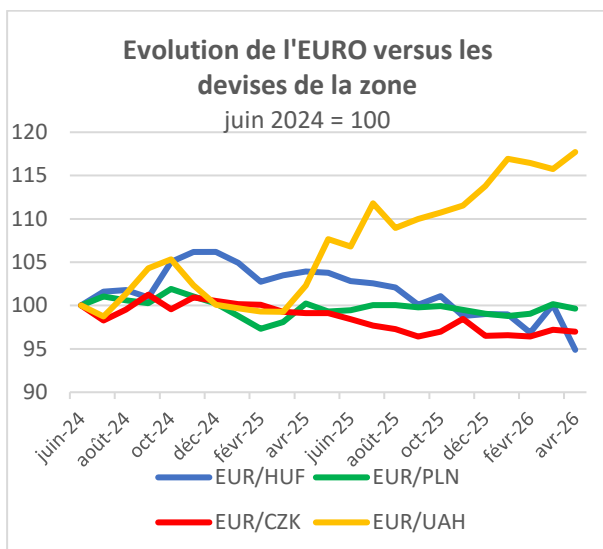
	déc-24	oct-25	nov-25	déc-25	janv-26	févr-26	mars-26
Tchéquie	2,9	3,2	3,2	3,1	3,2	3,2	3,1
Estonie	7,7	6,7	6,4	6,5	6,2	7	6,9
Lettonie	7	6,9	6,8	6,9	6,9	6,7	6,4
Lituanie	6,7	6,7	6,7	6,7	6,4	6,6	6,5
Hongrie	4,4	4,5	4,4	4,5	4,5	4,6	4,4
Pologne	2,9	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2	3,3
Slovaquie	5,2	5,5	5,6	5,6	5,6	5,6	5,6
Ukraine	16,8	15,5	14,5	14,7	14,5	14,7	15,5

Sources : Eurostat, Center for Economic Strategy



	déc-24	nov-25	déc-25	janv-26	févr-26	mars-26	avr-26
Tchéquie	4	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
Hongrie	6,5	6,5	6,5	6,5	6,25	6,25	6,25
Pologne	5,75	4,25	4	4	4	3,75	3,75
Ukraine	13,5	15,5	15,5	15	2,15	2,15	2,15
BCE	3,15	2,15	2,15	2,15	3,75	3,75	3,75
FED	4,5	4,0	3,75	3,75	15,00	15,00	15,00

Sources : Banques centrales nationales, BCE



	Clôture au 30/04/2026	Variation mensuelle (%)	Variation depuis fin 2025 (%)
EUR/PLN*	4,26	-0,66	0,94
EUR/HUF*	364,85	-5,20	-5,27
EUR/CZK*	24,37	-4,50	0,53
EUR/USD*	1,17	1,77	-0,41
EUR/UAH*	51,58	2,52	3,46
WIG20	3 487,99	4,41	9,55
BUX	133 787,98	10,22	20,50
PX	2 537,88	1,11	-5,50
PFTS	460	0,00	-0,22
Euro Stoxx 50	5882	5,60	1,47
Spread PL-10**	274	-5,66	17
Spread HU-10**	306	-27,96	-24
Spread CZ-10**	182	-3,44	11
Spread UA-10**	1281	5,35	

	Pologne	Hongrie	Tchéquie	Slovaquie	Estonie	Lettonie	Lituanie	Ukraine
PIB nominal (M EUR)								
2024	848 491	206 040	320 787	130 208	39 848	40 652	78 996	176 270
2025	918 464	218 451	346 010	136 754	41 621	43 026	84 061	185 584
Taux de croissance du PIB réel (% , g.a.)								
2024	3,0	0,6	1,3	1,9	-0,1	0,0	3,0	2,9
2025	3,6	0,4	2,5	0,8	0,6	2,1	2,9	2,0
Populations (milliers)								
2024	36 620,97	9 584,63	10 900,56	5 424,69	1 374,69	1 871,88	2 885,89	33 343,00
2025	36 497,50	9 539,50	10 909,50	5 419,45	1 370,00	1 860,57	2 890,66	32 860,00
Solde public (% PIB)								
2024	-6,6	-4,9	-2,2	-5,3	-1,5	-1,8	-1,3	-17,2
2025	-7,3	-4,7	-2,1	-4,5	-2	-2,5	-1,8	-23,3
Dettes publiques brutes (% PIB)								
2024	54,8	73,5	43,3	59,7	23,5	46,2	38	89,7
2025	59,7	74,6	44,3	61,4	24,1	46,9	39,5	108,7
Solde du compte courant (% PIB)								
2024	0,3	1,8	1,7	-4,6	-1,2	-1,5	3,2	-8,0
2025	-0,9	1,7	0,7	-3,6	-0,2	-3,4	0,9	-15,0

Sources : Eurostat, FMI

(p) : données provisoires ; (r) : rupture dans la série chronologique

Dossier du mois :

Europe centrale – La sidérurgie face au défi de la transition énergétique

Malgré leur statut historique de base européenne de production et un taux d'industrialisation très supérieur à la moyenne européenne, les pays du groupe de Visegrad accompagnent la tendance européenne de réduction continue de leur production sidérurgique. Cette baisse est d'autant plus remarquable qu'elle intervient dans un contexte où l'acier reste un intrant essentiel pour les industries traditionnelles de la région (automobile, aéronautique, construction) et fait l'objet d'un intérêt stratégique renouvelé, notamment en raison du bouclier Est et de l'augmentation des dépenses de défense. Résultat, cette diminution de la production locale s'accompagne d'un recours croissant aux importations d'acier pour les économies de la région.

Les économies du groupe de Visegrad subissent le déplacement du centre de gravité de la sidérurgie mondiale vers le Moyen-Orient et l'Asie plus fortement que le reste de l'Europe. Plusieurs dynamiques nationales illustrent cette tendance :

- En Pologne, l'industrie sidérurgique se trouve à une étape intermédiaire de modernisation de son appareil productif, marquée par une électrification avancée mais un mix électrique encore très dépendant des énergies fossiles ;
- La Slovaquie dispose d'une base sidérurgique plus résiliente que la moyenne européenne et un taux de couverture commerciale favorable, grâce à un recours quasi exclusif à des modes de production non électrifiés (réduction de fer à l'oxygène). Mais ce modèle pourrait perdre en compétitivité avec l'extension des mécanismes européens de tarification du carbone ;
- La Hongrie, dont la majorité des activités sidérurgiques ont été arrêtées ces dernières années, illustre les risques pesant sur le modèle régional, caractérisé par une forte dépendance aux investissements étrangers et une compétitivité-coût historique en net recul ;
- Enfin, l'accélération récente de la baisse de production en Tchéquie confirme la réalité de ces risques à court-terme.

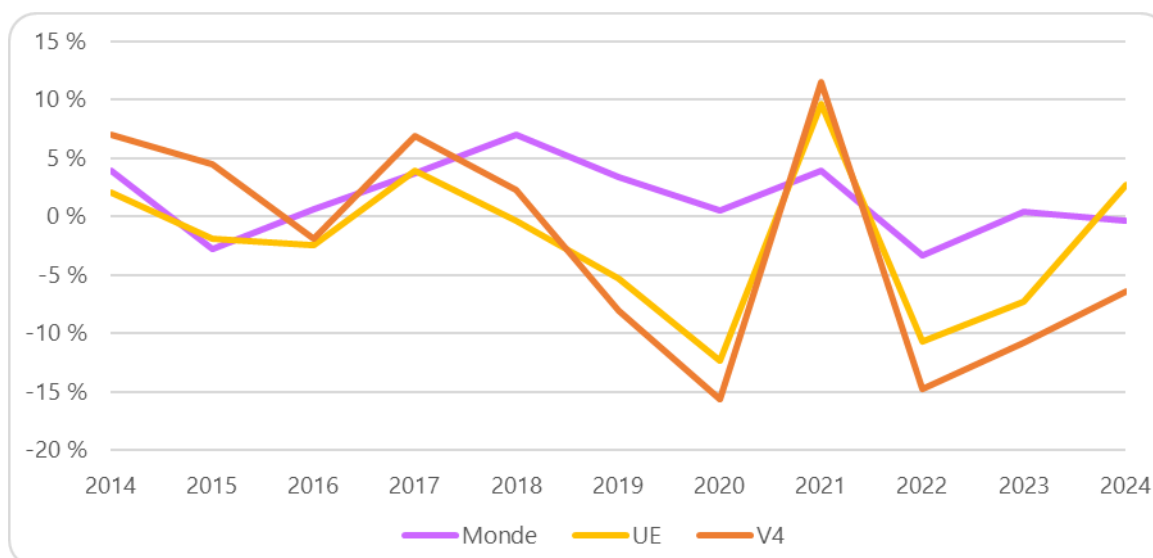
Les différences de trajectoires observées à court terme entre les quatre pays résultent notamment d'approches différentes quant à la gestion de la transition énergétique du secteur. La dynamique régionale met en lumière le rôle central des coûts énergétiques dans la compétitivité et le maintien d'une base de production autonome au sein de l'Union européenne.

1. Production : en dépit du maintien d'une spécialisation régionale, la région observe un recul plus marqué que dans le reste de l'Union européenne

En 2024, le groupe de Visegrad conserve une place significative dans la production sidérurgique européenne. En production agrégée d'acier brut, la sous-région « groupe de Visegrad » (Pologne, Tchéquie, Slovaquie, Hongrie : V4) est la 13^e puissance sidérurgique mondiale avec une production annuelle de 13,7 millions de tonnes (Mt) en 2024, après le Mexique (13,8 Mt) et devant le Canada (12,3 Mt). Ainsi, la région représente 11 % de la production européenne (124,8 Mt). À l'échelle nationale, la Pologne figure à la fois parmi les producteurs et exportateurs mondiaux majeurs : 8^e exportateur et 25^e producteur en 2024 selon l'Association mondiale de l'acier. La Tchéquie, quant à elle, est le quatrième pays au monde le plus intensif en consommation d'acier par habitant (avec 530 kg d'acier transformé par habitant, contre 290 kg en moyenne dans l'UE), loin devant la Pologne (320 kg/habitant) et derrière la Corée du Sud (920 kg), Taïwan (740 kg) et la Chine (601 kg).

Pourtant, la région connaît une baisse tendancielle de sa production, plus rapide que dans le reste de l'Union européenne - cf. graphique 1.

Graphique 1 : Variation annuelle de la production d'acier brut (%)



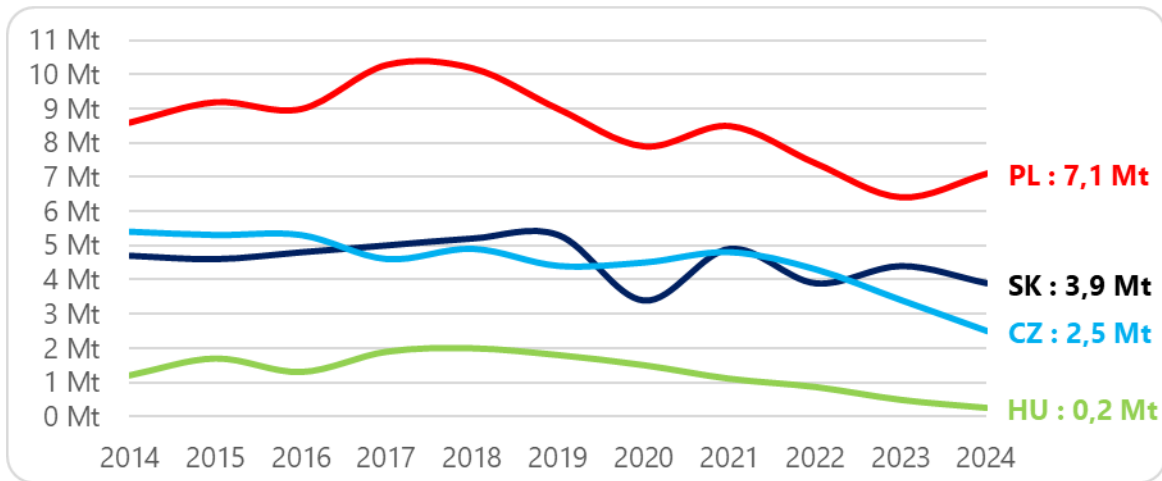
Sources : Association mondiale de l'acier (World steel association, WSA), SER de Varsovie

La part du V4 dans la production mondiale d'acier brut est ainsi passée de 1,2 % en 2014 (en quantité / masse produite, en Mt) à 0,7 % en 2024, soit une diminution de 31 % sur la décennie.

En volume, la production dans la région a diminué de 8 points de pourcentage de plus que la moyenne européenne (-23 %). C'est d'autant plus notable que ces économies présentent des taux d'industrialisation - hors construction - supérieurs à la moyenne européenne (17,2 %) : 17,8 % en Hongrie, 19,0 % en Pologne 23,4 % en Tchéquie et 20,4 % en Slovaquie.

Bien que tous les pays la région aient vu leur production baisser, la Hongrie et la Tchéquie enregistrent les plus fortes chutes : la production hongroise a presque disparu (-80 % de production annuel d'acier brut entre 2015 et 2025, passant de 1,7 Mt à 0,2 Mt), tandis que la Tchéquie a vu sa production divisée par deux (de 5,4 Mt en 2014 à 2,5 Mt en 2024, soit -54 %). La Pologne (-17 %, de 8,6 Mt à 7,1 Mt) et la Slovaquie (-7 %, de 4,5 Mt à 3,9 Mt) affichent des baisses moins marquées que la moyenne européenne, bien que par effet de volume, la Pologne reste le principal contributeur à la baisse régionale - cf. graphique 2.

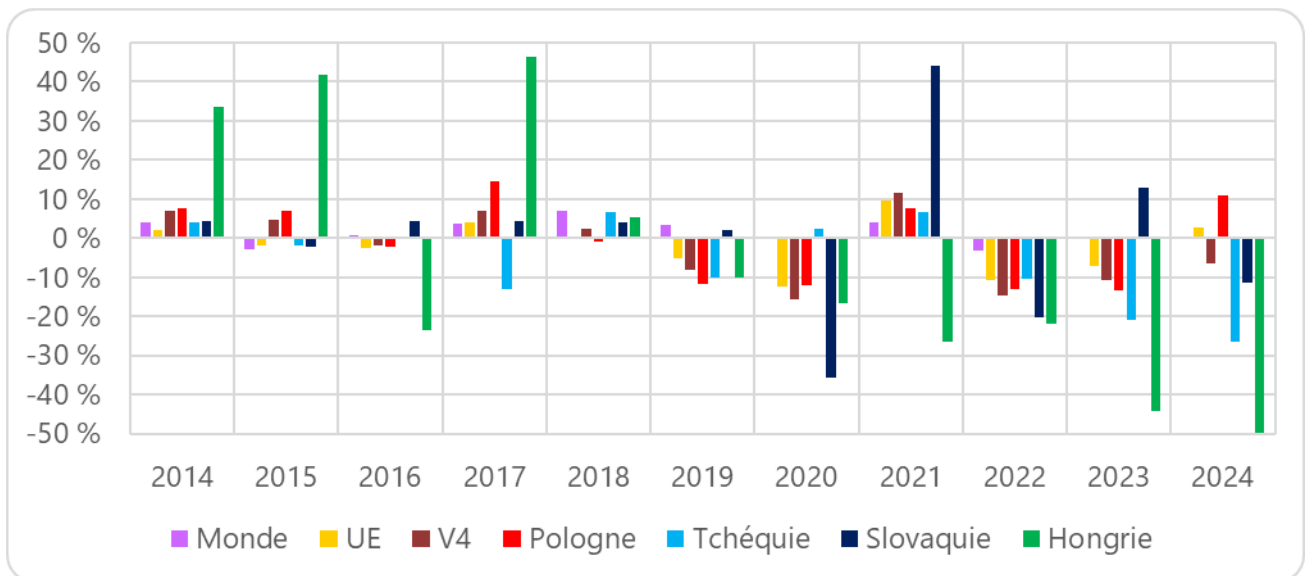
Graphique 2 : Production annuelle d'acier brut des pays du groupe de Visegrad (Mt)



Sources : Association mondiale de l'acier (World steel association, WSA), SER de Varsovie

La comparaison avec le reste du monde et de l'UE révèle un processus de réallocation des capacités de production, accéléré par les crises. Alors que la production mondiale a progressé de +13 % entre 2015 et 2025 (avec une croissance quasi continue, à l'exception des années 2015 et 2022), la production régionale du V4 a reculé de 31 % sur la même période, avec six des dix dernières années affichant une baisse - cf. graphique 3.

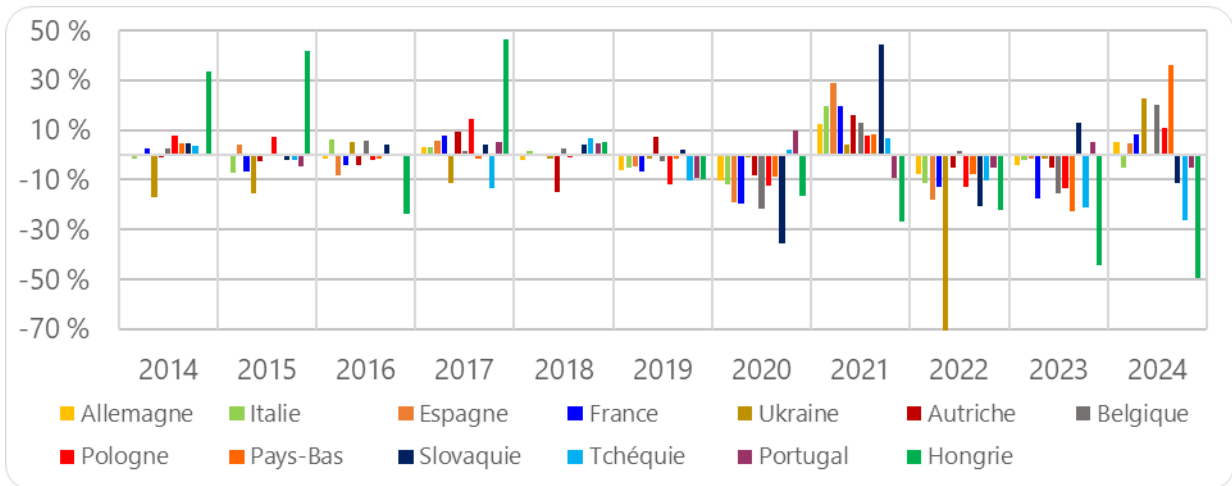
Graphique 3 : Variation annuelle de la production d'acier brut du V4 comparée au reste du monde et l'UE (%)



Sources : Association mondiale de l'acier (World steel association, WSA), SER de Varsovie

Cette baisse durable de la production régionale s'explique par une forte sensibilité des volumes de production polonais, tchèque et hongrois en période de crise, sans équivalent lors des années favorables. L'industrie tchèque n'a pas bénéficié des importants « rebonds » observés dans de nombreux pays en 2021 et 2024, et a connu parmi les plus fortes baisses annuelles de production en Europe lors des exercices 2017, 2022, 2023 et 2024. La Pologne figure également parmi les pays enregistrant les plus importantes baisses de production en 2019, 2020, 2022 et 2023, sans profiter des effets de rebond observés notamment chez d'autres producteurs tels que la Belgique, l'Ukraine ou les Pays-Bas – cf. graphique 4.

Graphique 4 : Variation annuelle de la production d'acier brut du V4 comparée à une sélection de producteurs d'acier européens (%)



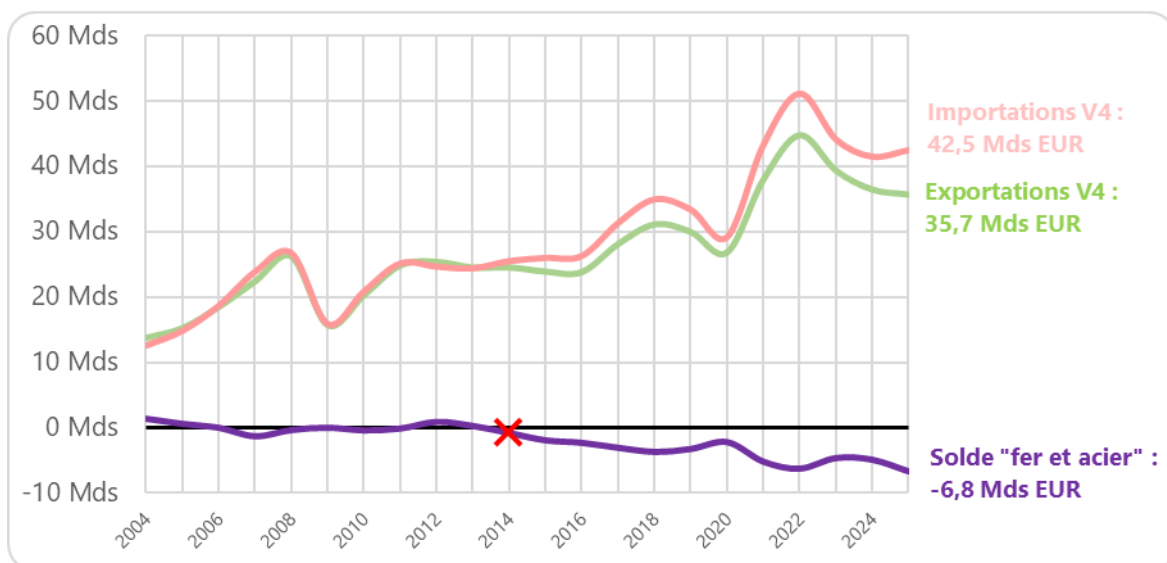
Sources : Association mondiale de l'acier (World steel association, WSA), SER de Varsovie

2. Commerce international : le solde régional se dégrade, reflétant une dépendance accrue aux importations d'acier

Les reculs de production décrits ci-dessus se répercutent sur la position du groupe de Visegrad dans les échanges internationaux de produits sidérurgiques. Associée à (i) une baisse des activités de transformation d'acier sur le sol européen (notamment depuis 2020) et (ii) au maintien d'une demande régionale pour des produits sidérurgiques transformés, cette érosion de l'industrie sidérurgique primaire favorise un recours croissant aux importations d'acier brut.

La région est importatrice nette d'acier depuis plus de dix ans, signe d'une dégradation structurelle de sa compétitivité – cf. graphique 5.

Graphique 5 : Evolution du commerce de produits sidérurgiques des pays du V4 (Mds EUR)



Sources : Eurostat, SER de Varsovie

Note : « Produits sidérurgiques » désigne la valeur cumulée des catégories HS 72 (« fonte, fer et acier ») et 73 (« ouvrages en fonte, fer ou acier »).

En 2025, le groupe de Visegrad affiche un déficit sectoriel de 6,7 Mds EUR, en hausse de +36 % par rapport à l'année précédente, notamment en raison de la crise énergétique de 2022 et de ses effets sur la compétitivité-coût.

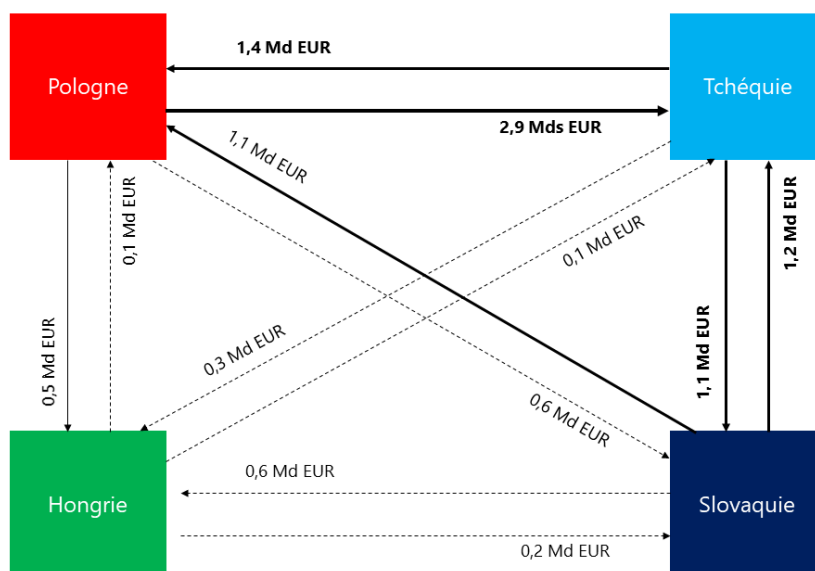
Au sein de ce solde négatif en acier, il convient de distinguer (i) la fonte, le fer et l'acier brut (HS 72), pour lesquels la région est déficitaire à hauteur de 9,7 Mds EUR en 2025, et (ii) les produits transformés de l'industrie sidérurgique (HS 73, ouvrages en fonte, fer ou acier), pour lesquels le V4 reste excédentaire (+2,9 Mds EUR en 2025).

La Slovaquie se différencie de ses voisins par un solde excédentaire en acier brut (+1 Md EUR), tandis que la Pologne (-6,2 Mds), la Tchéquie (-3 Mds) et la Hongrie (-4,4 Mds) enregistrent des déficits marqués.

Le profil-pays des échanges d'acier du V4 traduit une érosion de sa compétitivité, non seulement face à l'Asie, mais aussi vis-à-vis de certains partenaires européens.

Toutefois, le commerce intrarégional conserve un rôle non négligeable - cf. graphique 6 : les échanges de produits sidérurgiques entre les quatre pays représentent une part significative de leurs échanges sectoriels totaux, reflétant le maintien d'une compétitivité locale relative au sein de l'UE. En 2025, les échanges de la Pologne avec la Tchéquie, la Slovaquie et la Hongrie s'élèvent à 14,3 % de la valeur totale de ses échanges (5,1 Mds sur 35,9 Mds EUR), 24,5 % pour la Tchéquie (5,6 Mds sur 23,1 Mds), 20 % pour la Hongrie (1,6 Md sur 7,8 Mds) et 41 % pour la Slovaquie (4,7 Mds sur 11,3 Mds).

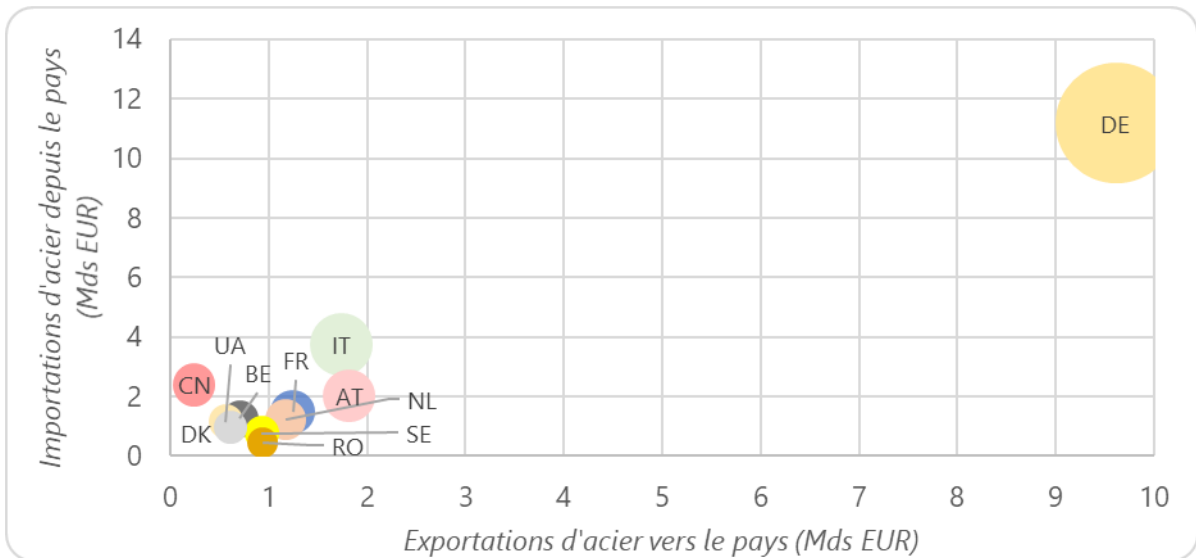
Graphique 6 : Commerce d'acier (HS 72+73) entre pays du V4 en 2025 (Mds EUR)



Sources : Eurostat, SER de Varsovie

Hors du V4, les échanges d'acier se concentrent principalement avec le reste de l'Union européenne, en particulier avec l'Allemagne, qui joue un rôle central dans la demande (27 % des exportations) comme dans l'offre régionale d'acier (26 % des importations) - cf. graphique 7. L'Allemagne est également le pays pour lequel l'augmentation des importations d'acier par les pays du V4 a été la plus importante en valeur sur la décennie (+63 % entre 2015 et 2025, pour atteindre 5,7 Mds EUR).

Graphique 7 : Principaux clients et fournisseurs du groupe de Visegrad en produits sidérurgiques en 2025 (Mds EUR)

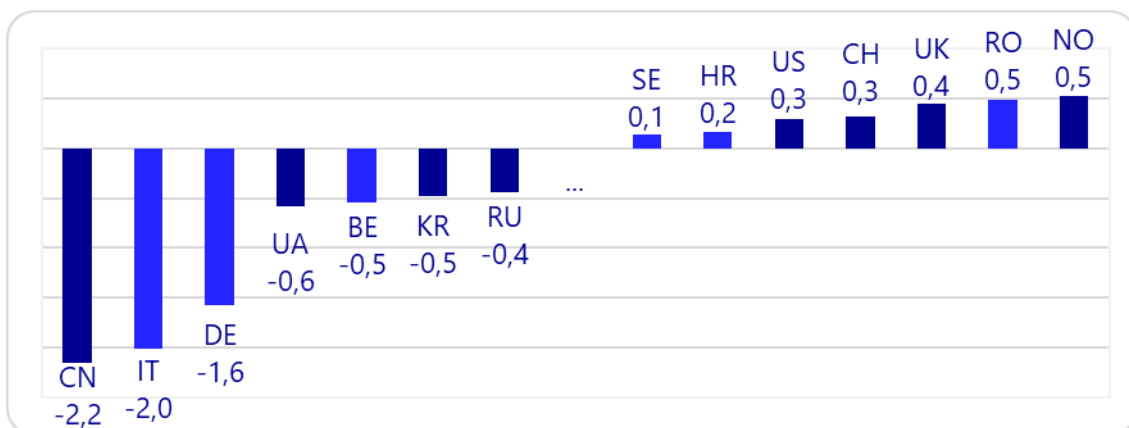


Sources : Eurostat, SER de Varsovie

L'Italie progresse également dans la fourniture régionale d'acier, favorisée par une décarbonation avancée de son appareil productif, ce qui améliore sa compétitivité-coût. Avec 2,1 Mds EUR de ventes au V4 en 2025, elle se place juste derrière l'Allemagne et affiche la plus forte progression des importations d'acier brut par la région entre 2015 et 2025 (+133 % en valeur annuelle), et son industrie sidérurgique est la plus électrifiée d'Europe (86 % de sa production).

L'aggravation des déficits avec certains partenaires européens suggère une perte de compétitivité relative. Il est notable que trois des sept premiers déficits en acier du V4 concernent des États membres de l'Union européenne géographiquement proches, et non des économies où les niveaux de revenus sont très inférieurs à ceux des pays de la région - cf. graphique 8.

Graphique 8 : Principaux déficits et excédents bilatéraux en produits sidérurgiques du groupe de Visegrad (exportations et importations agrégées) en 2025 (Mds EUR)



Sources : Eurostat, SER de Varsovie

Cette dégradation de l'autonomie productive régionale expose davantage les économies du groupe de Visegrad aux fluctuations des prix mondiaux de l'acier, avec des répercussions sur l'ensemble de leurs industries de spécialisation (automobile, aéronautique, construction, etc.).

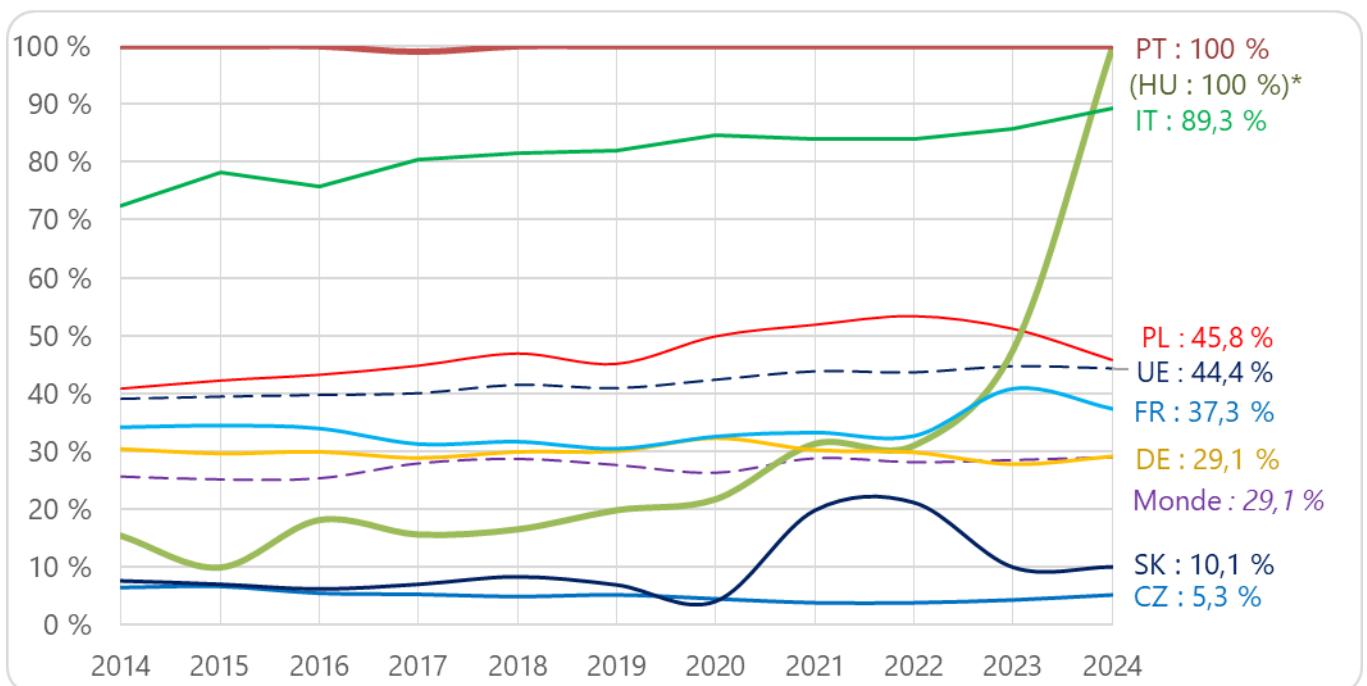
Enfin, malgré son rôle mondial de premier plan, la Chine n'occupe pas une place centrale dans les flux régionaux d'acier, signe d'une résilience compétitive du marché intérieur de l'UE. La part de la Chine dans le commerce d'acier des économies du V4 est très inférieure à celle qu'elle occupe dans le commerce extérieur total de la région (cf. *le dossier « Relations économiques et commerciales avec la Chine » de la veille de décembre 2025*). En 2025, les pays du V4 n'importent que 490 M EUR de fonte, fer et acier bruts en provenance de Chine, soit 9,8 % de leur approvisionnement total. Les hausses d'importations observées depuis dix ans concernent principalement les produits sidérurgiques transformés, et non l'acier brut, en partie en raison des mesures de sauvegarde adoptées par le Conseil de l'UE en 2019 (quotas et droit additionnel universel de 25 % sur certains produits sidérurgiques).

3. Transition énergétique : la compétitivité du V4 sous pression

Les évolutions décrites ci-dessus s'expliquent en partie par la transformation des principaux facteurs de compétitivité de l'industrie sidérurgique dans les économies du V4. Les récentes dynamiques (i) de verdissement de l'appareil productif et (ii) des coûts énergétiques, au cœur du modèle économique de la sidérurgie, sont susceptibles d'être défavorables aux États de la région.

En premier lieu, l'état d'avancement de la décarbonation de la production d'acier est inégal au sein du V4 - cf. graphique 9.

Graphique 9 : Taux d'électrification de la production d'acier brut d'une sélection de pays sur la période 2014-2024 (part de la production basée sur des fours à arc électrique en %)



Sources : World steel association (WSA), SER de Varsovie

Note : Pays sélectionnés selon leur potentiel concurrentiel pour les économies du V4 (coûts énergétiques similaires ou inférieurs, spécialisation historique, importance des volumes permettant de bénéficier d'effet d'échelles et proximité géographique).

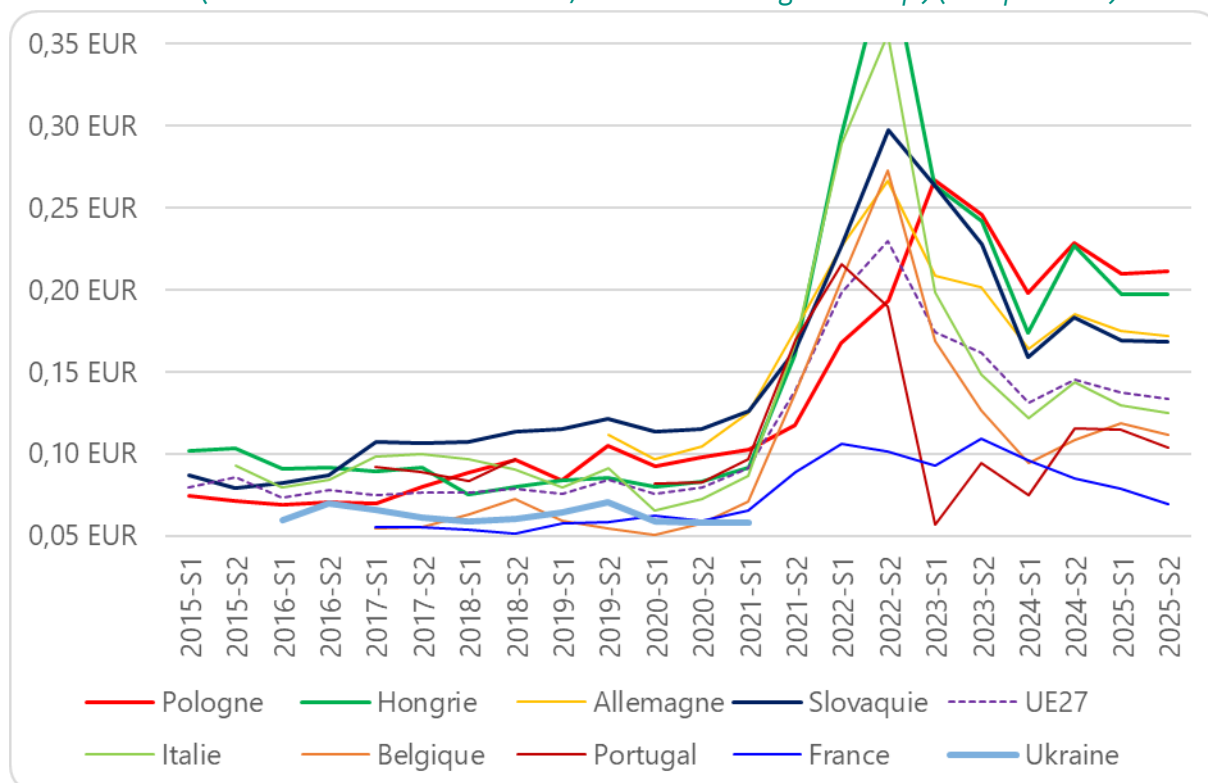
Seule la Pologne dépasse structurellement les moyennes de l'UE (44 % d'électrification) et du monde (29 %), avec un taux d'électrification de ses fours de 46 % en 2025.

À l'inverse, la Slovaquie et la Tchéquie en sont encore aux premières phases de l'électrification de leurs bases sidérurgiques, avec des taux respectifs de 10 % et 5 %. En Hongrie, le taux était inférieur à la moyenne mondiale avant la fermeture de l'ensemble de ses hauts-fourneaux et la quasi-extinction de sa production (0,2 Mt en 2024). L'atteinte d'un taux de 100 % d'électrification en 2025 résulte davantage de la fermeture des capacités de production à base de charbon (BOF-BF) que d'une transition effective des installations existantes.

Ces écarts, combinés aux mix énergétiques des économies du V4, ont des effets globalement défavorables sur la production régionale d'acier. Depuis 2022, les écarts de compétitivité-prix des industries énérgo-intensives au sein de l'UE se sont creusés, au détriment des pays du V4. Au deuxième semestre 2025, la Pologne (21,11 centimes EUR le kWh), la Slovaquie (16,79 cts) et la Hongrie (19,71 cts) affichent des coûts énergétiques bien supérieurs à la moyenne européenne (13,36 cts EUR - prix appliqués aux entreprises, bande IG), et surtout à ceux de l'Italie (12,52 cts), dont la sidérurgie est quasi intégralement électrifiée.

Les coûts en Pologne et en Hongrie dépassent également ceux pratiqués en Allemagne (17,14 cts). Se dessine ainsi une corrélation entre la dégradation des soldes en acier avec ces pays et leurs compétitivité-coût énergétique – cf. graphique 10.

Graphique 10 : Prix de l'électricité payés par les entreprises d'une sélection de pays producteurs d'acier (taxes et subventions incluses, bande IG : énérgo-intensifs) (EUR par kWh)



Sources : Eurostat, SER de Varsovie

Note : Les données pour la Tchéquie sont étiquetées « confidentielles » pour la période observée, de même que celles de l'Ukraine à partir de 2021.

Au global, la production polonaise est paradoxalement freinée à court terme par la combinaison d'une électrification avancée de sa sidérurgie et d'un mix électrique fortement carboné, donc coûteux à compenser (tarification du carbone au sein du marché intérieur).

En Hongrie, le dernier haut fourneau et les dernières batteries de fours à coke ont été fermés entre 2023 et 2024, sans substitution immédiate par des capacités de production électriques. La relance progressive des investissements étrangers dans l'installation de nouveaux fours électriques pourrait favoriser un rebond de production à moyen/long terme.

En Slovaquie, la production, plus résiliente que la moyenne européenne, repose sur des facteurs de compétitivité susceptibles de s'éroder rapidement (coût de production d'acier à partir de fours à oxygène).

À moyen terme, la Slovaquie et la Tchéquie pourraient connaître un défi similaire à celui de la Hongrie, avec une décarbonation subie de leur base sidérurgique sous l'effet des baisses de production et en l'absence d'investissements équivalents dans la production électrifiée.

Ces évolutions sont amplifiées par l'importance des investissements directs étrangers (IDE) extra européens dans le tissu sidérurgique régional. Les filiales de grands groupes internationaux, issues des vagues de privatisations des années 1990, constituent aujourd'hui une part majeure de l'appareil productif sidérurgique des pays du V4. Cette configuration rend la région particulièrement vulnérable aux réallocations d'investissements, les groupes concernés pouvant délocaliser leurs capacités de production vers des pays offrant un environnement plus compétitif. Peuvent ainsi être privilégiés les sites où la transition énergétique est plus avancée (comme en Italie ou au Portugal), où les coûts énergétiques sont structurellement plus bas (Chine, Corée), ou encore ceux qui cumulent ces deux atouts (Allemagne, France).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie

varsovie@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Varsovie

Abonnez-vous : cezary.toboja@dgtresor.gouv.fr